

EN QUOI CONSISTE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

Jean-Paul Deléage

Presses de Sciences Po | *Ecologie & politique*

2010/2 - N°40
pages 21 à 30

ISSN 1166-3030

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2010-2-page-21.htm>

Pour citer cet article :

Deléage Jean-Paul , « En quoi consiste l'écologie politique ? » ,
Ecologie & politique, 2010/2 N°40, p. 21-30. DOI : 10.3917/ecopo.040.0021

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

En quoi consiste l'écologie politique ?

JEAN-PAUL DELÉAGE

En quoi consiste l'écologie politique ? Question vaste et complexe, mais qui appelle ici une réponse claire et directe.

Elle tiendra dans les cinq points suivants :

1. Le constat de la nouveauté et de l'ampleur des contradictions qui affectent désormais les rapports de l'espèce humaine à sa planète, à l'écosystème auquel elle est inféodée.

2. Le constat que l'humanité, envisagée comme une espèce, soit devenue une force géophysique majeure, idée que résume bien le néologisme d'« anthropocène » forgé en 2002 par le prix Nobel de chimie, Paul J. Crutzen^[1]. Il en résulte que les explications de l'origine anthropogénique de ce j'appelle le changement global signent la ruine de la distinction humaniste classique entre histoire naturelle et histoire humaine.

3. La nécessité d'exprimer en action politique la triple nécessité suivante : repenser totalement notre alliance avec la nature, le contrat social qui fait que les êtres humains ne sont pas un simple agrégat d'individus mais font société, et repenser en termes neufs la question de la souveraineté politique.

4. La nécessité d'esquisser ce qui pourrait déterminer les spécificités, les prérogatives et les choix politiques d'un État de droit ainsi que les modes d'organisation interétatiques les plus efficaces à l'époque de l'anthropocène. Nous devons au préalable rappeler en quoi, selon qu'elle est politique ou scientifique, l'écologie recouvre deux démarches distinctes quoiqu'interconnectées^[2].

5. D'où l'urgence : quelle est pour nous la forme concrète de cet engagement politique aujourd'hui, en Europe et tout particulièrement en France ? Il me semble ainsi qu'il est urgent d'être partie prenante des processus de recomposition de l'écologie politique en cours, notamment dans notre pays.

[1] P.J. Crutzen, « Geology of Mankind. The Anthropocene », *Nature*, n° 415, 3 janvier 2002, p. 23. Cet article a été traduit et publié dans *Écologie & Politique*, n° 34, 2007, p. 143-148, suivi d'un long commentaire et d'une bibliographie exhaustive de Jacques Grinevald.
[2] A. Gorz, « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *Actuel Marx*, n° 12, 1992, p. 15-29, réédité in A. Gorz, *Ecologica*, Galilée, Paris, 2008.

De nouvelles échelles de temps et d'espace

Notre espèce est devenue mortelle à échéance pensable à partir du jour où a été construite l'arme nucléaire. Tel est le renversement de perspective qui sépare notre siècle en deux : avant et après Hiroshima. Cinquante ans plus tard, avec Tchernobyl, les questions écologiques ont irréversiblement atteint une dimension planétaire.

Depuis le début du 20^e siècle, tandis que la population mondiale a été multipliée par quatre, l'érosion a anéanti une surface égale à celle de la totalité des terres cultivables aux États-Unis et a transformé en désert l'équivalent de la surface de l'Amazonie. Pendant la même période, plus de mille milliards de tonnes de déchets plus ou moins toxiques ont été déversés dans les zones les plus productives de l'océan mondial. La destruction des espèces végétales et animales que Edward O. Wilson et, à sa suite, de nombreux biologistes^[3], a qualifié la sixième extinction en masse de l'histoire de notre biosphère, atteint des niveaux paroxysmiques. Nous installons des poisons dans les chaînes alimentaires pour des siècles, voire des millénaires avec les déchets radioactifs. Nous modifions la composition chimique de l'atmosphère et, par là, nous influençons probablement l'évolution climatique globale. Il convient ici de rappeler, contre les négationnistes du changement climatique, que Naomi Oreskes^[4], historienne des sciences à l'université de Californie à San Diego, a compilé 928 articles publiés entre 1993 et 2003, dont pas un seul ne remettait en cause la réalité de l'origine anthropique du changement climatique. Les modifications de notre environnement entrent en synergie avec le changement de portée des manipulations du vivant permises par la révolution biologique en cours.

Les deux séries de changements s'emboîtent en repoussant constamment dans l'espace et dans le temps les horizons de l'action humaine. Sur une planète aux ressources et aux dimensions finies, nous vivons désormais dans des sociétés du risque majeur. Pour que l'argent produise toujours plus d'argent et toujours plus vite, terres, ciels et eaux ont été systématiquement sacrifiés à la logique dévorante du profit.

Notre entrée dans l'anthropocène

C'est donc la fin d'un monde que nous vivons aujourd'hui, le monde dans lequel nous avons vécu ces 12000 dernières années, même si aucun journal d'Europe ou d'Amérique du Nord n'en a encore publié la nécrologie. Afin de qualifier précisément ce changement de

[3] R. Barbault, *Un éléphant dans un jeu de quilles. L'homme dans la biodiversité*, Seuil, Paris, 2006.

[4] N. Oreskes, « The scientific consensus on climate change. How do we know we're not wrong ? », in J. DiMento et P. Dougham, *Climate change*, MIT Press, Cambridge, 2007, p. 65-100.

monde et d'époque, Paul Crutzen a proposé le terme d'anthropocène pour nommer la nouvelle période géologique dans laquelle nous serions entrés.

En février 2008, alors que le chantier du gratte-ciel Burj Dubai se voyait rajouter un 141^e étage, la commission stratigraphique de la Geological Society of London ajoutait quant à elle un nouvel étage à l'édifice des couches géologiques. Il s'agissait d'une décision majeure car les critères de définition d'une nouvelle consécration géologique sont très stricts.

Eh bien, à la question « Vivons-nous maintenant dans l'anthropocène ? », les 21 membres de la commission ont répondu « oui ». Ils invoquent des preuves solides pour justifier que l'époque holocène – l'intervalle interglaciaire au climat particulièrement stable qui a permis l'évolution de la civilisation agricole et urbaine – est terminée et que la Terre est entrée dans « *un intervalle stratigraphique sans précédent comparable au cours des derniers millions d'années* ». En plus de l'accumulation des gaz à effet de serre, les stratigraphes évoquent la transformation humaine des paysages « *qui dépasse maintenant la production sédimentaire naturelle, ainsi que l'acidification inquiétante des océans et la destruction implacable du vivant* ». Ce nouvel âge est caractérisé par la tendance au réchauffement ainsi que la « *combinaison d'extinctions [...] et le remplacement à grande échelle de la végétation naturelle par des monocultures agricoles*^[5] », ce qui produit une signature biostratigraphique contemporaine distincte.

Résumons les arguments de Crutzen repris par Mike Davis^[6] : multiplication de la population humaine par un facteur 10 au cours des trois derniers siècles et augmentation corrélative du bétail ; épuisement des ressources fossiles et relâchement massif de CO₂ dans l'atmosphère ; utilisation massive d'eau douce pour l'agriculture ; intensification du rythme d'extinction d'espèces par un facteur 1 000 (voire 10 000 dans les forêts tropicales). On doit saisir que cette nouvelle conjoncture a des implications fortes non seulement dans notre manière de saisir théoriquement la complexité du monde, mais aussi dans les modalités selon lesquelles nous devons penser sa transformation politique.

Une approche mondiale de la politique

Expliquer et comprendre cette catastrophe exige au minimum un dialogue entre disciplines et le rapprochement de l'histoire

[5] La commission, telle que la cite Mike Davis dans son article « Living on the ice shelf. Humanity's meltdown », 26 juin 2008, <http://www.tomdispatch.com/post/174949>, publié en français sous le titre « Écosocialisme : bienvenue à l'anthropocène », *Solidarités*, n° 131, juillet, 2009, <http://www.solidarites.ch/journal>.
[6] *Ibid.*

« consignée » et de l'histoire naturelle, car une brèche a été ouverte dans le mur séparant les deux histoires, humaine et naturelle.

En particulier, l'entrée dans l'anthropocène nous enjoint de mêler deux chronologies irréductibles à l'histoire de l'industrialisation capitaliste (il n'y en a eu qu'une) et à l'histoire de l'espèce humaine. Une telle combinaison ne peut laisser intacte l'idée même de compréhension historique, et moins encore l'idée que l'on peut se faire de toute perspective d'inflexion majeure de la trajectoire littéralement suicidaire sur laquelle l'humanité est engagée en ce début de 21^e siècle.

Si nous sommes devenus un agent géologique planétaire, il faut intégrer cette nouveauté à la compréhension de l'histoire contemporaine. L'angoisse que provoque cette situation évoque celle qu'a pu susciter la menace d'une guerre nucléaire. Mais il y a une différence cruciale. La guerre nucléaire aurait résulté d'une décision consciente. Le changement global est une conséquence non voulue – un effet inintentionnel aurait écrit Sartre – des actions humaines. Il n'est accessible que par l'analyse scientifique et il montre l'effet de nos actions d'humains en tant qu'espèce. Autrement dit encore, à l'heure de la globalisation, de la mondialisation, nous sommes entrés dans une économie-monde inséparable de l'écologie-monde^[7] que révèle le changement global dans toutes ses dimensions.

Cette crise globale hypothèque gravement l'avenir de l'humanité. Derrière l'effondrement des fondamentaux de la biosphère se profilent un déclin économique sans précédent historique et, plus grave, une régression sociale et une déstabilisation géopolitique explosives^[8]. La question politique brûlante est celle des franchissements irréversibles de seuils dans cette course au chaos social et écologique, car chaque épisode de cette course à l'abîme ferme une nouvelle possibilité d'issue démocratique selon le processus que Bruno Villalba désigne comme la « contraction démocratique^[9] ». Cela se vérifie tout autant pour le réchauffement climatique que pour l'effondrement de la biodiversité ; tout autant pour l'épuisement des ressources – notamment pétrolières, et les dégâts collatéraux de leur exploitation, comme le désastre provoqué par British Petroleum dans le golfe du Mexique en administre une preuve nouvelle – que, plus généralement, pour les situations créées par l'accumulation sans fin des déchets de l'industrie.

Il n'est pas possible de penser le changement hors du cadre de l'économie-écologie-monde. Penser ce changement, c'est donc au préalable comprendre la géoculture qui a émergé avec le basculement historique de la fin des Lumières et la césure de 1789 : cette géoculture était celle du libéralisme qui fait du changement et de la nouveauté la norme, et du peuple le souverain politique. Nous avons vécu pendant deux siècles

[7] J.-P. Deléage, *Histoire de l'écologie*, Seuil, Paris, 1992.

[8] Voir le dossier « Mondialisation et conflit des ressources naturelles », *Écologie & Politique*, n° 34, 2007.

[9] B. Villalba, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », dans le présent numéro, *infra*, p. 95-113.

tirillés entre trois versions de cette idéologie libérale : celle conservatrice de bloquer le changement, celle socialiste de l'accélérer à tout prix, celle plus modérée et pragmatique d'un changement maîtrisé par un gouvernement éclairé. Cette dernière version a été systématiquement combattue depuis 1789, par les réactionnaires, obsédés par la volonté de restauration scellée par le retour à l'ordre divin et naturel, puis par des formes politiques autoritaires, voire totalitaires, aveuglées par leur volonté d'accélérer à tout prix le train de l'histoire, au nom soit de la pureté et de la supériorité d'une race, soit du rôle historique messianique d'une classe sociale. C'est depuis près d'un demi-siècle que la géoculture moderne porteuse de l'idéologie productiviste, scientiste et impérialiste du progrès fondée sur l'exploitation sauvage de la nature, des travailleurs du monde et les exactions répétées à l'encontre des tiers mondes s'érode rapidement. Les écologistes et les altermondialistes sont porteurs de cette nouvelle géoculture qui se doit d'inventer un nouveau libéralisme démocratique et populaire, aux antipodes du libéralisme élitiste de Tocqueville qui réserve la possibilité de piloter le jeu politique à une classe dirigeante éclairée.

Les versions modernes de l'idéologie libérale sont donc disqualifiées face à leurs contradictions : qu'il s'agisse des promesses récurrentes de lendemains qui chantent et du pouvoir au peuple (qui attend toujours !), ou encore des formes de changement maîtrisé par des gouvernements éclairés ; et cela dans une période où se creuse un véritable gouffre d'inégalités entre classes sociales et peuples du monde ! Il revient donc à l'écologie politique d'intervenir activement dans le nouveau basculement du monde marqué par quatre lignes de force étroitement interconnectées :

- l'accélération de la crise écologique qui remet en cause le mode d'accumulation séculaire du capital basé sur la capacité des entreprises à extérioriser leurs coûts par l'utilisation sauvage des ressources naturelles ;

- le creusement du gouffre démographique entre le Nord et les Sud, à l'inverse du fossé économique et qui crée une irrésistible pression démographique et migratoire dans le sens Sud-Nord ;

- la limite ultime atteinte par l'expansion géographique de l'économie-monde capitaliste dont l'inévitable corollaire est une forte augmentation des coûts mondiaux de la main-d'œuvre^[10] ;

- et, enfin, le poids salarial mondial exorbitant de l'expansion rapide d'une classe moyenne, impossible à soutenir ni pour les employeurs ni pour les États.

[10] I. Wallerstein, *L'après-libéralisme. Essai sur un système-monde à réinventer*, L'Aube, La Tour d'Aigues, 1999.

Culture du quotidien et autolimitation contre montée des experts

Selon l'une des thèses clairement énoncée dès 1992 par André Gorz, « *il importe d'éviter que la démarche politique soit présentée comme le résultat qui s'impose avec une "nécessité absolue" à la lumière de "l'analyse scientifique" et que soit réédité sous une nouvelle forme le dogmatisme scientiste et antipolitique*^[11] » qui a fait tant de ravages sous la forme du « diamat » chez certains héritiers de Marx. Précisons : en tant que science, l'écologie est un descripteur précis des effets délétères de la civilisation capitaliste-industrielle sur les écosystèmes terrestres et les régulations biosphériques. Ces dernières ont permis une évolution vitale vers une diversité croissante des centaines de millions d'années durant. Les déferlements technologiques qui se succèdent à une fréquence accélérée depuis deux siècles ont gravement endommagé ces capacités autogénératrices, avec des franchissements de seuil qui rendent certaines de ces blessures irréparables au point de rendre problématique l'existence même d'une vie humaine sur Terre.

André Gorz a bien montré, à partir de là, la possibilité de deux approches possibles. La première s'appuyant sur la science écologique, cherche à calculer les seuils à ne pas franchir pour être assuré de pouvoir poursuivre l'expansion de la sphère techno-industrielle. Cette démarche permet de définir des normes de limitation des prélèvements et des rejets dans le cadre d'un métabolisme société-nature gouverné par une raison purement instrumentale. De telles politiques de préservation du milieu seront conduites par les États à la seule fin « *de renforcer l'hétérorégulation administrée du fonctionnement de la société*^[12] ».

La seconde est celle des mouvements écologiques. C'est, à l'inverse en effet, à partir de leur « culture du quotidien » et de la défense de leur « monde vécu » que sont nés ces mouvements. Les premières manifestations du mouvement écologique en Europe et en Amérique du Nord étaient dirigées contre « *des mégatechnologies en faveur desquelles les industries privées et/ou les administrations publiques dépossèdent les citoyens de leur milieu de vie*^[13] ». On retrouve ici l'opposition classique depuis Ivan Illich entre hétéronomie et autonomie. C'est-à-dire l'opposition entre de puissantes machines technico-administratives aliénant aux habitants les bribes de milieu naturel auxquelles ils pouvaient encore accéder et confisquant « *le domaine public au profit d'appareils techniques qui symbolisaient la violation par le capital et par l'État du droit des individus à déterminer eux-mêmes leur façon de*

[11] A. Gorz, *op. cit.*, p. 15.

[12] *Ibid.*, p. 16.

[13] *Ibid.*, p. 19.

vivre ensemble, de produire et de consommer^[14]». Cette tendance au contrôle total des individus fut bien sûr portée à son paroxysme dans les États bureaucratiques dits socialistes et dont les fondements furent d'ailleurs fortement ébranlés par des mouvements écologiques dès la fin des années 1970.

À partir de 1972, ces mouvements culturels fédérés autour du slogan «*Changer la vie*» reçurent un fondement objectif avec la publication d'un numéro de la revue *The Ecologist* intitulé *A blueprint of survival*, coordonné par Edward Goldsmith et Robert Allen^[15], puis la parution du rapport *The limits to growth* commandité par le Club de Rome. Ces deux rapports établissaient clairement l'impossibilité de poursuivre dans la voie sans fin, dans les deux sens du terme, du modèle capitaliste de développement. «*Les demandes "culturelles" du mouvement écologique se trouvaient ainsi objectivement fondées par l'urgente nécessité, scientifiquement démontrable, d'une rupture avec l'industrialisme dominant et sa religion de la croissance*^[16]. » L'écologie avait ainsi trouvé les fondements argumentés justifiant sa transformation en mouvement politique, conformément à l'intérêt général de l'humanité. La réciproque n'est pas vraie pour autant, car la prise en compte des intérêts écologiques de l'humanité ne se situe pas nécessairement dans la bonne perspective, pour les humains, de la reconquête de leur monde vécu. Le problème est donc pour nous celui de la traduction de nécessités objectives, que peut définir la science écologique, en conduites normatives ; ce n'est rien d'autre que le problème de la démocratie et du pouvoir. Le capital a résolu cette double difficulté «*en éliminant le pouvoir des producteurs directs dans et sur la production*», en émancipant la production vis-à-vis des besoins ressentis et en créant des besoins ainsi que leurs modes de satisfaction en fonction du seul critère de sa perpétuation. De cette façon, la prise en compte des contraintes écologiques se traduit par une extension de la logique du marché, un affaissement de l'autonomie du politique et la colonisation par les gérants et fondés de pouvoir du système du monde vécu par les individus. À cet égard, le cynisme des maîtres de la société industrielle se montre sans pudeur dans les méthodes du *greenwashing*. Shell affiche ainsi l'image d'une raffinerie dont les cheminées crachent un léger nuage de fleurs multicolores. Quant à l'hebdomadaire boursier *Investir*, il suggère à ses lecteurs «*de gagner avec des valeurs vertes*» grâce à un panel de sept titres dont EDF, Suez, Veolia et Rhodia, ex-champion de France des rejets industriels polluants^[17].

Telle est l'ambiguïté des contraintes écologiques selon qu'elles sont prises en compte par les appareils du pouvoir ou à l'inverse par les individus coalisés pour la défense de leur «monde vécu» et de leur

[14] *Ibid.*, p. 19.

[15] *The Ecologist*, vol. 2, n° 1, 1972.

[16] *Ibid.*, p. 54.

[17] *Les Dossiers du Canard*, «Les profiteurs du business écology», n° 115, 2010.

culture du quotidien. C'est dans cette dernière perspective que les premiers mouvements écologiques ont puisé leur inspiration et leur souffle potentiellement révolutionnaire. Pour le mouvement écologique, il s'agit donc aujourd'hui d'établir la corrélation entre la diminution du travail et celle de la consommation d'une part et, de l'autre, l'augmentation de l'autonomie et de la sécurité existentielle. Autrement dit, la question est posée de savoir comment producteurs et consommateurs peuvent se rassembler pour réfléchir et décider collectivement et souverainement quoi et comment produire et consommer. À partir de ce point de vue, la perspective de la décroissance peut s'avérer féconde, mais elle se heurte à d'importants obstacles politiques dont il est urgent de débattre sérieusement dans la perspective de leur mise en œuvre. Cette perspective ne serait ni celle de la fin du travail ni celle du règne de la pénurie, mais à l'inverse elle viserait l'horizon de la fin de la tyrannie qu'exercent sur producteurs et consommateurs les rapports marchands et la dictature des besoins administrés. Là est sans doute la voie pour sortir de la malédiction du travail puisque sous la domination du capital, le travailleur vend à un tiers son activité vitale pour s'assurer les moyens nécessaires à son existence. Le travail ne peut pas être conçu comme faisant partie de sa propre vie, mais bien plutôt comme le sacrifice de cette vie, ainsi que l'avait vu Marx. L'écologie est donc investie de cette responsabilité de soutenir l'inversion du « *rapport entre productions de richesses marchandes et production de richesse humaine*^[18] ». En particulier, elle devra à cette fin redéfinir totalement le concept de propriété, aujourd'hui en principe illimitée, conformément à l'idéal d'autonomie de la modernité. Récolter les fruits des ressources renouvelables sans être autorisé à détériorer le capital naturel exige au minimum de les préserver de toute forme de propriété privée.

Au final, la question posée est celle de l'urgence de l'engagement de l'écologie politique dans l'action, ici et maintenant.

Quel engagement dans l'action ?

Je l'ai dit et j'y reviens en conclusion. Il faut repenser totalement notre alliance avec la nature et le contrat social entre sociétés (entre le Nord et le Sud), mais aussi à l'intérieur de nos propres sociétés. Et repenser surtout la question de la souveraineté politique. « *Le socialisme a échoué. Maintenant le capitalisme est en faillite. So what comes next*^[19] ? » écrit l'historien Eric Hobsbawm, qui précise ainsi sa question : « *Nous avons vécu deux tentatives concrètes : l'État à éco-*

[18] A. Gorz, *Ecologica*, op. cit., p. 159.

[19] E. Hobsbawm, « Socialism has failed. Now capitalism is bankrupt. So what comes next ? », *The Guardian*, 10 avril 2009, p. 33.

nomie planifiée de type soviétique et l'économie totalement libre et incontrôlée de marché capitaliste.»

Notre vision du progrès a changé. Et les mouvements écologiques sont apparus comme une sorte d'avant-garde d'une nouvelle conscience politique, encore trop souvent réduite aux mouvements « postmatérialistes » des sociétés industrialisées. Il ne faut pas délaissier les mouvements écologiques des pauvres ; bien au contraire, il faut leur conférer une place centrale, comme l'a proposé Joan Martinez-Alier^[20], c'est-à-dire construire un mouvement écologique coordonné à l'échelle planétaire, une sorte d'internationale écologique. Car tous les problèmes écologiques et sociaux sont interconnectés à cette échelle. Comment penser autrement l'épuisement des ressources, l'immense problème de la faim dans le monde, celui des pénuries d'eau, du changement climatique ?

La politique écologique sera donc transnationale ou ne sera pas. Elle doit montrer pourquoi et en quoi l'universalisation du jeu de la main invisible du marché (y compris maintenant dans les difficiles négociations sur le climat) ne peut être séparée de la crise sociale et morale dont souffre l'humanité. Et pourquoi cette universalisation du marché est à l'opposé de toute issue démocratique à cette crise.

Les peurs irrationnelles du passé font aujourd'hui place à l'angoisse de la mort de l'espèce. Le quadrillage de la planète par d'immenses réseaux techniques (et très vulnérables) déterritorialise le risque au point qu'il n'est plus de refuge pour quiconque. Il n'est plus de sanctuaire qui soit à l'abri des pollutions planétaires et des violences de classe ou racistes.

L'écologie politique n'est donc pas le politiquement correct du Grenelle de l'environnement et de l'invocation récurrente du développement durable peut-être devenu « *une chimère, une mystification*^[21] », selon la belle question posée par Olivier Godard. Elle n'est pas non plus cette entrée désarmante que nous vivons dans la vertigineuse des choses. Elle ne trouvera dans l'écologie scientifique au sens large que des réponses précises concernant l'état de la planète, mais aucune source d'inspiration politique, aucune panoplie d'un quelconque slogan mobilisateur et prêt-à-porter pour le changement social.

Si la culture mondiale contemporaine est la tapisserie la plus complexe jamais réalisée, il s'avère que les formes mondiales de domination politique tendent à la dégradation irrévocable du motif de cette tapisserie. La question politique centrale est posée par Vittorio Hösle : « *Parviendrons-nous à séparer ce motif de son support sans altérer sa prodigieuse complexité*^[22] ? » Voilà l'effort qui s'impose désormais à

[20] J. Martinez-Alier, « Conflits écologiques et langages de valorisation », *Écologie & Politique*, n° 35, 2007, p. 91-107.

[21] O. Godard, « Le développement durable, une chimère, une mystification ? » *Mouvements*, n° 41, septembre-octobre, 2005, p. 14-23.

[22] V. Hösle, *Philosophie de la crise écologique*, Wildproject, Marseille, 2009, p. 228.

l'écologie politique, voilà le défi intellectuel, moral et politique auquel est désormais confrontée cette dernière.

Il lui incombe, en France et en Europe pour ce qui nous concerne, d'être à la pointe du grand combat historique du siècle, le combat des peuples du monde en faveur d'une société juste et vivable pour tous. À cette fin, c'est moins la raison qu'il faut convoquer devant le tribunal de l'histoire que, surtout, les structures politiques sociales archaïques qui ont conduit l'humanité au bord du chaos planétaire et du gouffre social et écologique actuel.

Réfléchir à l'ensemble de ces questions et en débattre librement, tel est l'objet de la Fondation de l'écologie politique en voie de création. Selon ses initiateurs, cet «*établissement est envisagé comme un lieu d'expertise, de réflexion, de débat et de proposition susceptible d'alimenter les politiques en quête d'un nouvel horizon*». Les intellectuels engagés dans une réflexion sur la tragédie de l'effondrement des fondamentaux de l'écosystème terrestre, dont l'humanité est elle-même responsable, ne devraient-ils pas s'y impliquer d'urgence ? Quant à celles et ceux qui ont apporté leurs capacités de réflexion à notre revue, ne peuvent-ils pas contribuer à cette entreprise de refondation du politique ? Car le moment est venu de se conformer, me semble-t-il, à l'injonction bien connue, et trop souvent oubliée, de Marx dans la *Onzième thèse sur Feuerbach* selon laquelle il ne s'agit plus seulement de comprendre le monde, mais de le transformer.